



Communiqué de Presse
Les Lilas le 30 avril 2018

Un 1^{er} mai combattif

A l'occasion du 1^{er} mai, la FSU réaffirme sa solidarité avec toutes et tous les salarié-es qui dans le monde luttent pour leurs droits et les libertés syndicales.

En France, les questions de garanties collectives des droits, d'égalité entre les femmes et les hommes, d'emploi de qualité pour toutes et tous, d'éducation et de formation, d'égalité et de justice sociale, de libertés syndicales sont également au cœur des préoccupations. La FSU, présente dans toutes les mobilisations organisées sur le territoire, souvent dans un cadre unitaire large, portera ses revendications pour permettre de garantir les droits nécessaires aux salarié-es et d'en conquérir de nouveaux.

Elle rappellera aussi ce 1^{er} mai l'urgence à améliorer les conditions de vie, de salaires et de pensions, de toutes et tous les salarié-es et retraité-es, à lutter contre toutes les formes de précarité et à mettre en œuvre des politiques garantissant un avenir à tous les jeunes.

Les services publics sont essentiels à la cohésion sociale et participent d'une meilleure justice sociale. Ils sont aujourd'hui la cible de la politique libérale du gouvernement. Les mobilisations des cheminots, des retraité-es, des fonctionnaires, mais aussi dans les Ehpad... en témoignent.

La FSU appelle le gouvernement à développer et à conforter le modèle social au lieu de le détruire.

Tout comme elle l'appelle à ne pas contourner les organisations syndicales mais à les entendre réellement, et à faire vivre un réel dialogue social de qualité notamment dans la Fonction publique. Le risque est grand sinon de fragiliser la démocratie.

Et parce que le XXI^{ème} siècle passera par la capacité de la Fonction publique à assurer la destinée commune de notre société, la FSU appelle toutes et tous les agent-es de la Fonction publique à se mobiliser le 22 mai prochain pour s'opposer au projet du gouvernement qui vise à affaiblir le dialogue social, remettre en cause le statut, externaliser des missions et pour exiger la reconnaissance de leur travail et une amélioration de leur pouvoir d'achat.

Philippe CASTEL, chargé des relations avec la presse pour la FSU